

Op de voordracht van de Minister belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, laatste lid van het besluit van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut wordt vervangen door de volgende bepaling :
— decreet : het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut.

Art. 2. Artikel 6 van het besluit van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het eerste lid bedraagt de subsidie 80 % van het in artikel 5 vastgestelde bedrag en wordt naar beneden op duizend frank afgerond voor de in artikel 2, a en b, vermelde investeringen die als doel hebben de veiligheid van alle verplaatsingen op de wegen te bevorderen door beperking van de snelheid van de motorvoertuigen.

Als zodanig gelden de volgende investeringen :

1° de uitvoering van ingrepen met het doel een vermindering van de snelheid op 30 km/h af te dwingen in de zones en onder de vereisten vastgesteld door de koninklijke besluiten van 17 september 1988 tot bepaling van de vereisten voor het inrichten van de zones met een snelheidsbeperking van 30 km per uur en anderzijds tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

2° de inrichtingsmaatregelen die een snelheidsafremmend effect veroorzaken, met name :

- a) lokale overheveling van de rijbaan;
- b) rijbaanverharding;
- c) oprichting of verbreiding van verkeerseilanden, voetpaden of parkeerplaatsen om de rijbaan te vernauwen;
- d) de werken die voor de verplaatsing van de assen van de rijbaan noodzakelijk zijn;
- e) oprichting van rond pleinen;
- f) landschappelijke aankleding zoals : beplantingen, stadmeubilair en verlichting.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 22 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

F 90 — 2397

19 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution du décret du 11 septembre 1985,
organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne

Vu la Directive 85/337 du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1985, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le Conseil d'Etat, section d'administration, III^e chambre a prononcé le 19 juin 1990 un arrêt annulant dans son ensemble l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 portant exécution du décret du Conseil régional wallon du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant qu'à partir de cette date, la Région wallonne est privée de toute réglementation exécutant le décret du 11 septembre 1985 précité;

Considérant dès lors que la Région ne respecte plus les obligations imposées par la directive 85/337 du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1987 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Considérant enfin que le vide juridique causé par la situation actuelle risque de porter un préjudice irréversible à l'environnement;

Considérant qu'il importe de combler ce vide juridique à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté annulé, c'est-à-dire le 24 janvier 1988;

Considérant de plus, que la situation actuelle montre à souhait l'insécurité juridique qui a régné ces dernières années. Considérant dès lors que l'Exécutif doit prendre toutes les mesures nécessaires pour une gestion de la période transitoire dans laquelle la Région wallonne se trouve. Considérant que l'Exécutif s'engage à rédiger dans les prochains mois un nouvel arrêté organisant les mesures imposées par le décret du 11 septembre 1985, que cet arrêté sera soumis à l'avis du Conseil d'Etat dans les plus brefs délais, que dans cette mesure, le présent arrêté vise à gérer la période de transition pour ne pas porter atteinte à toute évaluation des incidences en Région wallonne;

Considérant également que dans cet esprit, il y a lieu de prolonger certaines autorisations qui doivent être incessamment soumises à une demande de renouvellement en vue de permettre en toute sécurité l'établissement des études d'incidences s'y rapportant;

Considérant qu'il y a lieu de permettre le dépôt d'un système unique d'évaluation des incidences lorsque des demandes distinctes visant un même projet industriel sont introduites;

Considérant qu'il y a lieu de faire coïncider le terme des anciennes autorisations avec le dépôt des nouvelles autorisations portant sur des investissements qui améliorent l'impact global du projet industriel sur l'environnement en vue de permettre l'établissement d'un système unique d'évaluation des incidences;

Considérant donc que les éléments précédents justifient et motivent l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne et après en avoir délibéré;

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Le décret : le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

2^o Maître de l'ouvrage : la personne qui introduit la ou les demande(s) d'autorisation(s) afférente(s) au projet qu'il souhaite réaliser;

3^o Auteur de l'étude : la personne qui réalise une étude d'incidences sur l'environnement;

4^o Autorité compétente : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité à délivrer une autorisation, en l'occurrence le collège des bourgmestre et échevins, la députation permanente, le Ministre compétent ou l'Exécutif régional;

5^o Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Environnement dans ses attributions;

6^o Le Ministre compétent : le Ministre de la Région wallonne qui a la matière concernée dans ses attributions;

7^o L'Exécutif : l'Exécutif régional délibérant collégialement;

8^o Le Conseil : le Conseil wallon de l'Environnement;

CHAPITRE II. — Des actes soumis au système d'évaluation des incidences sur l'environnement

Art. 2. § 1^{er}. Est subordonné à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement, tel que prévu par le décret, toute autorisation requise pour la réalisation d'un projet repris à l'annexe I du décret.

§ 2. En outre, les actes administratifs suivants sont subordonnés à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret :

1^o Les projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive;

2^o Les permis de bâtir, prévus aux articles 41 et 45 du Code wallon de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, pour les aérodromes dont les pistes dépassent 1 200 mètres, les barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable;

3^o Les permis de bâtir ou de lotir, prévus aux articles 94, 94 bis, 119 et 119 bis du Code wallon de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire pour les villages de vacances et les parcs résidentiels de week-end;

4^o Les autorisations relatives aux circuits ou terrains utilisés de façon permanente pour l'organisation de courses, d'entraînement et d'essais de véhicules automoteurs, visés par l'arrêté royal du 10 juin 1976, ainsi que les dancings situés à moins de 300 mètres d'une zone d'habitat.

CHAPITRE III. — Des normes d'évaluation et de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement

Section Ire. — Des normes d'évaluation

Art. 3. § 1^{er}. Sur avis du Conseil, l'Exécutif arrête le système de normes d'évaluation permettant de déterminer les cas dans lesquels un projet risque de présenter des incidences importantes sur l'environnement. L'Exécutif ne peut s'écarter de l'avis du Conseil que par décision motivée.

§ 2. Tant que le système de normes d'évaluation prévu au paragraphe précédent n'est pas d'application, les dispositions du § 2 de l'article 2 tiennent lieu de système de normes d'évaluation.

Section II. — De la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement

Art. 4. § 1^{er}. La notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement comporte au minimum les indications suivantes :

1^o Une note relative à la localisation du site et de ses abords, avant le projet, en ce compris :

a) un plan de situation du site dans sa région, en ce compris notamment, la situation juridique et réglementaire du site et de son environnement, définie par les plans d'aménagement du territoire et par les arrêtés de protection des milieux déterminés;

b) un plan de situation permettant d'appréhender l'implantation, la nature et l'affectation de l'environnement immédiat du site;

2^o Une note décrivant le projet et permettant à l'autorité compétente de situer celui-ci par rapport aux normes visées à l'article 3;

3^o Une analyse des effets prévisibles du projet sur l'environnement et des mesures essentielles envisagées pour supprimer ou atténuer les éventuels inconvénients du projet pour l'environnement.

En ce qui concerne la pièce visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, le demandeur en autorisation veille à prendre en considération les préoccupations indiquées à l'article 2 du décret.

§ 2. Sur avis du Conseil, l'Exécutif peut préciser le contenu de la notice d'évaluation préalable.

Section III. — Du contenu de l'étude d'incidences

Art. 5. Sur avis du Conseil, l'Exécutif peut adopter des normes établissant le contenu des études d'incidences et les modalités de leur réalisation.

CHAPITRE IV. — De l'agrément et de la récusation des auteurs des études d'incidences.

Section Ire. — De l'agrément et du retrait d'agrément

Art. 6. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande d'agrément pour être chargée d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement. La demande est adressée au Ministre.

§ 2. La demande comporte les éléments suivants :

- 1^o Les noms et adresse du demandeur;
- 2^o Une copie des statuts et la liste des administrateurs s'il s'agit d'une société ou d'une association;
- 3^o Les titres, qualifications et références du demandeur et de ses collaborateurs éventuels;
- 4^o Les compétences techniques dont le demandeur dispose et qui doivent permettre au Ministre d'évaluer les domaines pour lesquels le demandeur est susceptible de réaliser des études d'incidences.

§ 3. La demande est accompagnée d'un document analysant les incidences sur l'environnement, d'un projet, d'une opération ou d'une activité de nature à modifier l'environnement, ainsi que de tous autres éléments permettant d'établir que le demandeur est apte à effectuer une étude d'incidences sur l'environnement.

§ 4. Sur proposition du Conseil, l'Exécutif peut déterminer les indications complémentaires requises.

Art. 7. Dans les cinq jours de la réception de la demande d'agrément, le Ministre adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un accusé de réception. Dans le même délai, il adresse copie de la demande et du document visé à l'article 6, § 3, au Conseil.

Art. 8. Le Conseil transmet au Ministre son avis sur la demande d'agrément, dans les trente jours de la réception du dossier. S'il ne donne pas d'avis dans ce délai, son avis est réputé favorable. Ce délai est porté à soixante jours lorsque le Conseil reçoit la demande d'agrément pendant les mois de juillet et d'août.

Art. 9. L'Exécutif statue sur la demande d'agrément, par une décision motivée, dans les trente jours de la réception de l'avis du Conseil ou de l'expiration du délai fixé à l'article précédent, si le Conseil ne lui transmet pas d'avis en temps utile. Ce délai est porté à soixante jours lorsque l'avis du Conseil est reçu pendant les mois de juillet et d'août, ou lorsque le délai fixé à l'article précédent expire en juillet ou en août.

La décision d'agrément est publiée, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 10. La décision d'agrément fixe les conditions auxquelles celui-ci est accordé, les domaines pour lesquels il est accordé, ainsi que le délai d'agrément, qui ne peut excéder cinq ans.

En cas de modification d'un des éléments visés à l'article 6, § 2, une société ou une association agréée en avertit immédiatement le Ministre.

En cas de demande de renouvellement d'agrément, le demandeur est dispensé de joindre le document visé à l'article 6, § 3.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsqu'il constate, dans une décision dûment motivée, la qualité manifestement médiocre d'une étude d'incidences, le Ministre adresse notification de cette décision à l'intéressé.

Si une étude ultérieure apparaît encore de qualité manifestement médiocre, l'Exécutif, sur proposition du Ministre, procède au retrait, temporaire ou définitif, de l'agrément, par une décision dûment motivée.

Le Ministre consulte le Conseil avant de prendre toute décision constatant la qualité manifestement médiocre d'une étude. Le Conseil se prononce dans le délai et aux conditions visées à l'article 6.

Le Ministre et le Conseil entendent l'auteur de l'étude, avant toute décision de retrait de l'agrément.

§ 2. Le Ministre peut procéder au retrait, temporaire ou définitif de l'agrément, par une décision dûment motivée, lorsque l'intéressé ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées en vertu du décret, du présent arrêté ou de l'acte d'agrément.

Section II. — De la récusation d'une personne agréée

Art. 12. Lorsqu'il choisit une personne agréée pour réaliser l'étude d'incidences sur l'environnement, le maître de l'ouvrage notifie son choix sans délai à l'autorité compétente, au Ministre et au Ministre compétent. Cette notification se fait par lettre recommandée à la poste.

Chacune des autorités visées à l'alinéa 1^{er} peut proposer la récusation de l'auteur de l'étude, aux conditions déterminées dans la présente section.

Art. 13. La récusation d'un auteur d'études peut être demandée si l'intéressée se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission dans le cas concerné.

Art. 14. La récusation peut être demandée dans les quinze jours de la notification visée à l'article 12.

Elle est signifiée à l'auteur de l'étude et au maître de l'ouvrage par un acte contenant les motifs de récusation. La signification se fait par pli recommandé à la poste.

L'auteur de l'étude est tenu d'apposer, au bas de l'acte de récusation, une déclaration écrite portant, ou son acquiescement à la récusation, ou son refus de se récuser avec ses réponses aux motifs de récusation. Il notifie cette déclaration par pli recommandé à la poste, dans les huit jours de la réception de l'acte de récusation, à l'autorité compétente, au Ministre compétent et au Maître de l'ouvrage.

Art. 15. Lorsque l'auteur de l'étude refuse la récusation, le récusant doit, dans un délai de huit jours à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 14, alinéa 3, saisir l'Exécutif du litige.

Dans les cinq jours de la réception de la demande du récusant, l'Exécutif demande l'avis du Conseil. Celui-ci se prononce dans les quinze jours de la demande d'avis faute de quoi, celui-ci est réputé défavorable à la récusation.

L'Exécutif statue dans les quarante jours de l'introduction du recours, faute de quoi, il est censé ne pas admettre la récusation. La décision est motivée. Le récusant, l'auteur de l'étude et le maître de l'ouvrage sont entendus par le Conseil.

Art. 16. Si la récusation d'un auteur d'étude n'est pas admise, l'autorisation ne peut être refusée pour une raison mentionnée parmi les motifs de récusations visés à l'article 13.

CHAPITRE V. — De la consultation du public préalable à l'étude d'incidences, pour les projets envisagés par des personnes de droit public

Art. 17. Une personne morale de droit public peut être dispensée de la procédure de consultation du public, visée à l'article 12, § 2 du décret, en sollicitant une dérogation auprès du Ministre compétent. La demande de dérogation est signifiée au Ministre compétent, dans le même pli que celui qui contient la notification du choix de l'auteur de l'étude, requise par l'article 12 du présent arrêté.

Le Ministre compétent statue, par une décision motivée sur la demande de dérogation, dans les trente jours à dater de la réception de la demande. Si ce délai est dépassé, la décision est réputée défavorable.

La dérogation ne peut être accordée que si elle est sollicitée par une entreprise publique exerçant son activité en concurrence avec une ou plusieurs personnes de droit privé.

Art. 18. Le maître de l'ouvrage transmet à l'administration communale du lieu où il envisage d'exécuter son projet, copie de sa demande d'autorisation ainsi que de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

Au cas où plusieurs administrations communales seraient concernées, le maître de l'ouvrage transmet les documents à chacune d'entre elles.

Art. 19. Dans les huit jours de la réception des documents visés à l'article précédent, et pendant une durée de trente jours, le Collège des Bourgmestre et Echevins procède à l'affichage d'avis conformes au modèle figurant en annexe 1 du présent arrêté :

- aux endroits habituels d'affichage;
- à quatre endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Cet affichage est maintenu en parfaites conditions de lisibilité pendant toute la durée de son exposition.

Art. 20. Pendant trente jours à dater du début de l'affichage visé à l'article précédent, le dossier comportant la demande d'autorisation ainsi que la notice d'évaluation préalable peut être consulté à l'administration communale. Un jour par semaine, le dossier doit pouvoir être consulté jusqu'à vingt heures.

Art. 21. Entre le sixième et le quinzième jour à dater du début de l'affichage visé à l'article 20, le Collège des Bourgmestre et Echevins organise une réunion d'information, à laquelle la population est invitée. Le maître de l'ouvrage, un ou plusieurs représentants du Conseil, un ou plusieurs représentants de l'autorité compétente sont présents à la réunion.

La réunion a pour buts :

- de permettre au maître de l'ouvrage de présenter le projet qu'il souhaite réaliser;
- de permettre à la population de poser des questions, et d'émettre des suggestions, relativement au projet.

Le Bourgmestre ou son remplaçant préside la réunion.

Art. 22. Pendant les trente jours visés à l'article 20 tout intéressé peut adresser ses observations écrites au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Parmi ces observations, peuvent notamment figurer toutes propositions d'alternatives au projet initial, au sens de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret.

Art. 23. Dans les cinq jours de l'expiration du délai visé à l'article 22, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au maître de l'ouvrage, à l'autorité compétente et au Conseil, les observations écrites qui lui ont été adressées. Il adresse également le procès-verbal de la réunion d'information qu'il a organisée.

Art. 24. Les délais indiqués au présent chapitre sont suspendus en juillet et en août.

CHAPITRE VI. — De l'enquête publique et de la concertation portant sur l'étude d'incidences sur l'environnement.

Art. 25. Lorsque l'étude d'incidences sur l'environnement est terminée, le maître de l'ouvrage en adresse un exemplaire à l'autorité compétente.

Dans les cinq jours, l'autorité compétente en accuse réception.

Art. 26. Dès qu'elle reçoit l'étude d'incidences, l'autorité compétente en adresse un exemplaire au Conseil. Celui-ci transmet son avis à l'autorité, dans les quarante-cinq jours de la réception de l'étude.

Lorsqu'elle porte sur un projet dont la réalisation est soumise à autorisation en vertu du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, l'étude d'incidences est également déposée à la Commission consultative d'aménagement du territoire, qui transmet son avis à l'autorité compétente dans les mêmes délais.

Art. 27. § 1^{er}. Dans les huit jours de la réception de l'étude d'incidences, l'autorité compétente procède ou requiert l'autorité communale de procéder sans délai à l'affichage pendant une durée de 30 jours d'avis conformes au modèle figurant en annexe 2 :

- aux endroits habituels d'affichage;
- à quatre endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voie publique carrossable.

Cet affichage est maintenu en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée de son exposition.

Lorsque le projet intéresse plusieurs communes, l'affichage doit se faire dans chacune d'elles.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception de l'étude d'incidences, l'autorité compétente annonce à deux reprises, dans deux journaux diffusés dans la région, le dépôt de l'étude d'incidences.

L'annonce comporte les indications qui figurent sur le document en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 28. Pendant 30 jours à dater du début de l'affichage visé à l'article 27, le dossier comportant les éléments cités à l'article 16 du décret peut être consulté à l'endroit indiqué sur l'avis dont le modèle figure en annexe 2 du présent arrêté. Cet endroit doit être situé dans chacune des communes du lieu où le projet est envisagé. Un jour par semaine, le dossier doit pouvoir être consulté jusqu'à vingt heures.

A chacune des vingt premières demandes écrites qui lui sont adressées, l'autorité compétente est tenue de délivrer, dans les cinq jours, une copie du résumé non technique de l'étude.

Art. 29. Pendant le délai de 30 jours fixé à l'article précédent, tout intéressé peut adresser ses réclamations et observations écrites à l'autorité compétente.

Toute réclamation, individuelle ou collective, doit porter le nom, l'adresse et la signature du ou des réclamants.

Art. 30. Pour autant que le nombre de personnes ayant introduit individuellement ou collectivement des réclamations ou observations soit égal ou supérieur à vingt-cinq, l'autorité compétente organise une réunion de concertation, dans les septante-cinq jours à dater du début de l'affichage prévu à l'article 27.

Art. 31. En vue d'organiser la réunion de concertation, l'autorité compétente écrit à chacun des réclamants individuels ou au premier signataire des pétitions collectives, en leur demandant de désigner leurs représentants dans les trente jours. Elle y joint la liste des réclamants. Ceux-ci se choisissent un maximum de neuf représentants, dont ils envoient la liste à l'autorité compétente.

Art. 32. § 1^{er}. La réunion de concertation se compose de trois groupes :

1^o l'autorité compétente ou ses représentants, ainsi que les représentants des administrations qu'elle invite, le Collège des Bourgmestre et Echevins étant invité de plein droit;

2^o les représentants des réclamants, ainsi que les experts qu'ils invitent;

3^o le maître de l'ouvrage et l'auteur de l'étude, ainsi que leurs représentants.

Aucun groupe ne peut être représenté par plus de neuf personnes. En outre, le conseil peut participer à cette réunion en se faisant représenter par un ou deux de ses membres.

§ 2. L'autorité compétente désigne le président de séance.

Art. 33. Toute réunion de concertation se déroule dans chacune des communes du lieu où le projet est envisagé.

Les délais indiqués au présent chapitre sont suspendus en juillet et en août.

L'autorité compétente établit le procès-verbal de la concertation.

CHAPITRE VII. — *Du rapport d'incidences sur l'environnement*

Art. 34. Dans les 30 jours à dater, soit de la fin de l'enquête publique, soit de la réunion de concertation, l'autorité compétente établit un rapport d'incidences.

Ce rapport comporte les principales conclusions de l'étude d'incidences, les principaux résultats de l'enquête publique et le procès-verbal de la concertation.

Il est notifié au maître de l'ouvrage, à l'auteur de l'étude, à l'administration communale et, si l'autorité le juge nécessaire, à chacune des parties représentées à la concertation.

L'administration communale procède sans délai à la publication d'un avis indiquant que le rapport d'incidences peut être consulté à l'endroit qu'elle détermine. Cet avis est affiché aux endroits habituels d'affichage, et à trois endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voie publique carrossable. Cet affichage est maintenu en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant une durée de quinze jours.

CHAPITRE VIII. — *Du système unique d'évaluation des incidences, lorsque plusieurs autorisations sont requises*

Art. 35. Lorsque, pour un projet déterminé, le maître de l'ouvrage introduit plusieurs demandes d'autorisations relevant de régimes légaux distincts, il peut joindre à ces demandes une même notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

La notice unique visée à l'alinéa 1^{er} comporte l'ensemble des indications que doit comporter chacune des notices afférentes aux demandes d'autorisations introduites.

S'il dépose une notice unique, le maître de l'ouvrage l'indique dans chaque demande d'autorisation; à chaque demande, il joint copie des autres demandes.

Art. 36. Chaque autorité compétente décide si, en ce qui la concerne, une étude d'incidences sur l'environnement s'impose; le cas échéant, elle établit, en ce qui la concerne, le contenu et les modalités de l'étude d'incidences.

Si les décisions prises en application de l'alinéa précédent ne sont pas identiques, les exigences posées par les différentes autorités se cumulent.

Art. 37. Le maître d'ouvrage à qui plusieurs autorités compétentes prescrivent l'établissement d'une étude d'incidences, en opère notification au Ministre.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la note du maître de l'ouvrage, le Ministre soumet celle-ci à l'Exécutif qui désigne, parmi les autorités visées à l'alinéa 1^{er}, celle qui, à dater de ce moment, et jusqu'à la notification du rapport d'incidences visé à l'article 34 du présent arrêté, exercera seule les attributions dévolues à l'autorité compétente par le décret ou par le présent arrêté. Cette désignation est notifiée aux autorités concernées et au maître de l'ouvrage.

Cette désignation de l'autorité compétente ne produit toutefois pas d'effet pour l'application des articles 21, 23 et 32 du présent arrêté.

Art. 38. Ayant reçu notification de la désignation de l'autorité qui exercera seule les attributions dévolues à l'autorité compétente, le maître de l'ouvrage ne doit faire établir qu'une seule étude d'incidences.

Celle-ci comporte l'ensemble des éléments requis pour chacune des incidences afférentes aux demandes d'autorisation introduites.

Art. 39. Dès l'établissement du rapport d'incidences, l'autorité désignée en vertu de l'article 37 du présent arrêté, transmet aux autres autorités compétentes un exemplaire du dossier visé à l'article 16 du décret, en plus du rapport d'incidences lui-même.

CHAPITRE IX. — *De la publicité de la décision d'octroi ou de refus d'autorisation*

Art. 40. Lorsqu'un projet a fait l'objet d'une étude d'incidences, l'autorité compétente adresse copie de la décision à l'administration communale du lieu où est envisagé le projet dans les cinq jours de la notification de la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation. Au cas où plusieurs administrations communales seraient concernées, chacune d'entre elles reçoit copie de la décision.

Dans les quinze jours de la notification de la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation, et pendant une durée de trente jours, l'administration communale procède à l'affichage d'avis conformes au modèle figurant en annexe 3 du présent arrêté, aux endroits et dans les formes prévues à l'article 27, § 1^{er}, alinéas 1 et 2 du présent arrêté.

CHAPITRE X. — De la suspension des délais et des procédures de publicité prévus par d'autres dispositions réglementaires

Art. 41. Sans préjudice des articles 19 et 20 du décret, la réception de la notice d'évaluation par l'autorité compétente suspend les délais légaux et réglementaires qu'imposent d'autres lois, décrets ou arrêtés pour la délivrance d'autorisations, ainsi que la mise en œuvre des dispositions relatives à l'enquête publique et aux mesures particulières de publicité contenues dans d'autres lois, décrets et arrêtés, jusqu'à l'épuisement des procédures prévues par le présent arrêté.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales et transitoires

Art. 42. Les procédures valablement introduites sur base de l'ancien arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 portant exécution du décret de la Région wallonne du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement se poursuivent suivant les procédures prévues par le présent arrêté.

Les décisions prises depuis le 24 janvier 1988 en vertu de l'arrêté du 10 décembre 1987 sont confirmées.

Art. 43. L'autorité compétente qui est saisie, pour un même établissement ou un ensemble d'établissements, d'une ou plusieurs demandes de renouvellement d'autorisation et d'autres demandes qui tendent, en tout ou en partie à améliorer l'incidence de ces établissements sur l'environnement peut décider de prolonger la ou les autorisations pour la durée qu'elle détermine si celle-ci est nécessaire à l'accomplissement de la procédure d'évaluation des incidences prévue par le décret du 1^{er} septembre 1985.

En ce cas, un système unique d'évaluation des incidences concerne l'ensemble des demandes. La prolongation d'autorisation ne peut dépasser deux ans.

Art. 44. Le présent arrêté produit ses effets le 24 janvier 1988.

Art. 45. Les Ministres de la Région wallonne sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun pour ce qui le concerne.

Namur, le 19 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

G. LUTGEN

Annexe 1

**ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
CONSULTATION DU PUBLIC**

Avis à la population

L'administration communale de informe la population que (la personne de droit public) a déposé une demande de à l'endroit suivant en y joignant la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, prévue par le décret du

Cette demande doit encore faire l'objet d'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Pour faire en sorte que cette étude prenne en compte les souhaits de la population, quiconque est invité à :

1^o consulter le dossier de demande, y compris la notice d'évaluation,

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

2^o assister aux réunions d'information organisées par l'administration communale,

à l'adresse suivante :

aux dates et heures suivantes :

3^o introduire par écrit ses propositions d'alternatives au projet du demandeur en les adressant à avant le

Le Bourgmestre.

Le Secrétaire communal.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne,

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

G. LUTGEN

Annexe 2

ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
ENQUETE PUBLIQUE

Avis à la population

(L'autorité compétente) informe la population que M. qui introduit une demande de
à l'endroit suivant :
a déposé l'étude d'incidences sur l'environnement que lui impose le décret du

La population est invitée à :

1° consulter le dossier soumis à enquête publique,

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

2° introduire par écrit ses observations et réclamations, en les adressant à

avant le

Si le nombre de personnes ayant introduit des observations ou réclamations est égal ou supérieur à 25, une
réunion de concertation sera organisée.

Les personnes indiquées à la phrase précédente en seront, le cas échéant, averties.

(L'autorité compétente)

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant
l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne,

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. Anselme

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

G. LUTGEN

Annexe 3

ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
DECISION PRISE

Avis à la population

(L'autorité compétente) informe la population que M. qui introduit une demande de
à l'endroit suivant :
s'est vu (octroyer) (refuser) l'autorisation, en date du

La population peut consulter la décision prise,

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

(L'autorité compétente.)

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 19 juillet 1990 portant exécution du décret du 11 septem-
bre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne,

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D 90 — 2397

19. JULI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

Aufgrund der Rechtslinie 85/337 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 27. Juli 1985 über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen bestimmter öffentlicher und privater Projekte auf die Umwelt;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Staatsrat, Verwaltungsabteilung, III. Kerner einen Entscheid am 19. Juni 1990 gefasst hat, durch den der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Durchführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in seiner Gesamtheit für nichtig erklärt wurde;

In der Erwägung, dass ab diesem Datum die Wallonische Region über keine Regelung zur Ausführung des oben erwähnten Dekrets vom 11. September 1985 verfügt;

In der Erwägung demnach, dass die Wallonische Region die durch die Rechtslinie 85/337 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 27. Juni 1987 über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen bestimmter öffentlicher und privater Projekte auf die Umwelt auferlegten Verpflichtungen nicht mehr einhält;

In der Erwägung endlich, dass die durch die derzeitige Lage verursachte Rechtslücke irreversible Schäden an der Umwelt anrichten kann;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, ab dem Tag des Inkrafttretens des aufgehobenen Erlasses, d.h. am 24. Januar 1988, diese Rechtslücke auszufüllen;

In der Erwägung zudem, dass die derzeitige Lage die juristische Unsicherheit, die in den letzten Jahren geherrscht hat, äusserst zeigt. In der Erwägung demnach, dass die Exekutive alle notwendigen Massnahmen für eine Verwaltung der Übergangsperiode, in welcher die Wallonische Region sich befindet, ergreifen muss. In der Erwägung, dass die Exekutive sich verpflichtet einen neuen Erlass zur Organisation der durch das Dekret vom 11. September 1985 auferlegten Massnahmen in den nächsten Monaten auszusetzen, dass dieser Erlass unverzüglich dem Gutachten des Staatsrates unterstellt wird, dass in diesem Rahmen der vorliegende Erlass als Ziel hat, die Übergangsperiode zu verwalten, um alle Bewertung der Ein- und Auswirkungen in der Wallonischen Region unberührt zu lassen;

In der Erwägung auch, dass es Anlass besteht, bestimmte Genehmigungen, die unverzüglich einem Antrag auf Erneuerung unterstellt werden müssen, zu verlängern, um die Aufstellung der sich darauf beziehenden Studien über die Ein- und Auswirkungen in aller Ruhe zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, die Anmeldung eines einheitlichen Systems von Bewertung der Ein- und Auswirkungen zu ermöglichen, wenn unterschiedliche Anträge eingereicht werden, die dasselbe industrielle Projekt erzielen;

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, der Abschluss der früheren Genehmigungen betreffend Investitionen, die die globale Wirkung des industriellen Projekts auf die Umwelt verbessern, passend zu machen, um die Aufstellung eines einheitlichen Systems von Bewertung der Ein- und Auswirkungen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass die vorhergehenden Elemente die Dringlichkeit begründen und rechtfertigen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, die Umwelt und das Wohnungswesen und nachdem hierüber beraten zu haben,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° das Dekret : das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

2° Bauherr : die Person, die den (die) Genehmigungsantrag (-anträge) in Bezug auf das Projekt, das er zu verwirklichen beabsichtigt, einreicht;

3° Verfasser von Studie : die Person, die eine Studie über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt durchführt;

4° zuständige Behörde : jedes beratende oder nicht beratende Organ mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes beauftragt und zur Erteilung einer Genehmigung ermächtigt worden ist, in diesem Fall das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, den Ständigen Ausschuss, den Zuständigen Minister oder die Regionalexekutive;

5° den Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

6° den zuständigen Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die betroffene Angelegenheit gehört;

7° die Exekutive : die kollegial beratende Regionalexekutive;

8° den Rat : den Wallonischen Rat für die Umwelt;

KAPITEL II. — Handlungen, die dem System der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt unterliegen

Art. 2. § 1. Jede Genehmigung, die zwecks Durchführung eines in der Anlage I zum Dekret erwähnten Projekts gefordert wird, unterliegt der Bewerksstellung des Systems von Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, so wie es im Dekret vorgesehen ist.

§ 2. Darüber hinaus unterliegen die nachstehenden Verwaltungshandlungen der Bewerkstelligung des Systems der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt:

- 1° Projekte in Bezug auf die Bestimmung von nicht kultivierbaren Flächen und halbnatürlichen Flächen für den intensiven landwirtschaftlichen Betrieb;
- 2° Die in den Artikeln 41 und 45 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgesehenen Baugenehmigungen in Bezug auf Flugplätze, deren Startbahnen länger als 1 200 Meter sind, auf Stauwehre und andere Anlagen, die dazu bestimmt sind, die Gewässer aufzuhalten oder sie dauerhaft zu speichern;
- 3° Die in den Artikeln 94, 94 bis, 119 und 119 bis des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgesehenen Bau- oder Erschliessungsgenehmigungen in Bezug auf Feriendörfer und auf Wochenendwohnparks;
- 4° Die im Königlichen Erlass vom 10. Juni 1976 erwähnten Genehmigungen bezüglich Rennstrecken oder Gelände, die ständig für die Veranstaltung von Wettrennen, von Übungen und Tests von Fahrzeugen benutzt werden, sowie in Bezug auf Dancings, die um weniger als 300 Meter von einem Wohngebiet entfernt sind.

KAPITEL III. — Die Bewertungsnormen und die Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Abschnitt I. — Die Bewertungsnormen

Art. 3. § 1. Nach Gutachten des Rates bestimmt die Exekutive das System von Bewertungsnormen, durch das die Fälle, in denen ein Projekt wichtige Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt haben kann, festgelegt werden können. Die Exekutive darf nur mit begründetem Beschluss vom Gutachten des Rates abweichen.

§ 2. Die Bestimmungen von Artikel 2, § 2. gelten als System von Bewertungsnormen solange das im vorstehenden Absatz vorgesehene System von Bewertungsnormen nicht angewandt wird.

Abschnitt II. — Die Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Art. 4. § 1. Die Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen des Projektes auf die Umwelt hat wenigstens folgende Angaben zu beinhalten:

- 1° eine Beschreibung der Lage des Standortes und seiner Umgebung vor dem Projekt, einschliesslich:
 - a) eines Lageplans des Standortes in seinem Gebiet, einschliesslich u.a., der durch die Raumordnungspläne und die Erlasse über den Schutz bestimmter Lebensräume festgelegten rechtlichen und verordnungsmässigen Lage des Standortes und seiner Umgebung;
 - b) eines Lageplans zwecks Erfassung der Lage, der Art und der Bestimmung der unmittelbaren Umgebung des Standorts;
- 2° eine Beschreibung des Projektes, die die zuständige Behörde in die Lage setzt, es gegenüber den in Artikel 3 erwähnten Normen zu erfassen;
- 3° eine Analyse der voraussehbaren Wirkungen des Projektes auf die Umwelt und der wesentlichen Massnahmen, die zwecks Beseitigung oder Verminderung der etwaigen Nachteile des Projektes für die Umwelt geplant werden.

Was die unter Absatz 1, 3° erwähnte Unterlage betrifft, hat der Antragsteller einer Genehmigung die in Artikel 2 des Dekretes aufgeführten Zielsetzungen zu berücksichtigen.

2. Nach Stellungnahme des Rates kann die Exekutive den Inhalt der Notiz über die vorherige Bewertung präzisieren.

Abschnitt III. — Inhalt der Studie über die Ein- und Auswirkungen

Art. 5. Nach Gutachten des Rates kann die Exekutive Normen zur Festlegung des Inhalts der Studien über die Ein- und Auswirkungen und ihrer Durchführungsmodalitäten erlassen.

KAPITEL IV. — Zulassung und Ablehnung der Verfasser der Studien über die Ein- und Auswirkungen

Abschnitt I. — Zulassung und Entzug der Zulassung

Art. 6. § 1. Jede natürliche oder juristische Person kann einen Antrag auf Zulassung stellen, um mit Studien über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt beauftragt zu werden. Der Antrag ist dem Minister zuzusenden.

§ 2. Der Antrag muss folgende Angaben beinhalten:

- 1° der Name und die Adresse des Antragstellers;
- 2° eine Ablichtung der Satzungen und das Verzeichnis der Verwaltungsratsmitglieder, wenn der Antragsteller eine Gesellschaft oder ein Verein ist;
- 3° die Befähigungsnachweise, Fachkenntnisse und andere Nachweise des Antragstellers und seiner etwaigen Mitarbeiter;
- 4° die Fachkenntnisse, die der Antragsteller besitzt und die den Minister ermöglichen sollen, die Bereiche, für die der Antragsteller Studien über die Ein- und Auswirkungen durchführen kann, zu bewerten.

§ 3. Dem Antrag ist ein Dokument, das die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt eines Projektes, eines Unternehmens oder einer Tätigkeit, die die Umwelt ändern können, analysiert, sowie alle anderen Elemente, aufgrund derer festgestellt werden kann, dass der Antragsteller Studien über die Ein- und Auswirkungen durchführen kann, beizufügen.

§ 4. Auf Vorschlag des Rates kann die Exekutive die erforderlichen zusätzlichen Angaben festlegen.

Art. 7. Innerhalb fünf Tagen nach Erhalt des Antrags auf Zulassung hat der Minister eine Empfangsbestätigung dem Antragsteller per Einschreiben zuzusenden.

Innerhalb der gleichen Frist unterbreitet er dem Rat eine Ablichtung des Antrags und des in Artikel 6, § 3 erwähnten Dokuments.

Art. 8. Innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt der Akte hat der Rat dem Minister eine Stellungnahme zum Antrag auf Zulassung zu übermitteln. Nimmt er innerhalb dieser Frist nicht Stellung, so gilt die Stellungnahme als günstig. Diese Frist wird auf sechzig Tage erhöht, wenn der Rat den Antrag in den Monaten Juli oder August erhalten hat.

Art. 9. Die Exekutive hat über den Antrag auf Zulassung innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Rates oder nach Verstreichen der im vorstehenden Artikel festgelegten Frist, falls der Rat ihr keine Stellungnahme rechtzeitig übermittelt, durch einen begründeten Beschluss zu befinden. Diese Frist wird auf sechzig Tage erhöht, wenn die Stellungnahme des Rates in den Monaten Juli und August erfolgt ist, oder wenn die im vorstehenden Artikel festgelegte Frist im Juli oder im August verstrichen ist.

Der Beschluss über die Zulassung ist im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise zu veröffentlichen.

Art. 10. Im Beschluss über die Zulassung sind die Bedingungen, unter denen sie erteilt worden ist, die Bereiche, für die sie erteilt wird, sowie den Zulassungstermin, der nicht mehr als fünf Jahre betragen darf, anzugeben.

Im Falle einer Änderung eines der in Artikel 6, § 2 erwähnten Elemente hat eine zugelassene Gesellschaft bzw. ein zugelassener Verein den Minister hierüber sofort zu benachrichtigen:

Im Falle eines Antrags auf Erneuerung der Zulassung ist der Antragsteller davon befreit, das in Artikel 6, § 3 erwähnte Dokument beizufügen.

Art. 11. § 1. Stellt der Minister in einem gebührend begründeten Beschluss die offensichtlich mittelmässige Qualität einer Studie über die Ein- und Auswirkungen fest, so hat er den Betreffenden über diesen Beschluss zu benachrichtigen.

Wenn eine nachträgliche Studie noch von offensichtlich mittelmässiger Qualität zu sein scheint, so hat die Exekutive, auf Vorschlag des Ministers, den vorübergehenden oder endgültigen Entzug der Zulassung durch einen begründeten Beschluss vorzunehmen:

Ehe der Minister einen Beschluss, durch den er die offensichtlich mittelmässige Qualität einer Studie feststellt, fasst, hat er sich mit dem Rat zu beraten. Der Rat hat innerhalb der festgelegten Frist und unter den in Artikel 6 erwähnten Bedingungen Stellung zu beziehen.

Der Minister und der Rat haben den Verfasser der Studie vor jedem Beschluss über den Entzug der Zulassung anzuhören.

§ 2. Hält der Betreffende die ihm aufgrund des Dekrets, des vorliegenden Erlasses oder der Zulassungsurkunde auferlegten vorübergehende bzw. endgültige Entziehung der Zulassung durch einen gebührend begründeten Beschluss vornehmen.

Abschnitt II. — Ablehnung einer zugelassen Person

Art. 12. Wenn der Bauherr eine zugelassene Person zwecks Durchführung der Studie über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt auswählt, hat dieser die zuständige Behörde, den Minister und den zuständigen Minister über seine Wahl unverzüglich zu benachrichtigen. Diese Benachrichtigung hat per Einschreiben zu erfolgen.

Jede einzelne der unter Absatz 1 erwähnten zuständigen Personen kann die Ablehnung des Verfassers der Studie unter den im vorstehenden Abschnitt festgelegten Bedingungen vorschlagen.

Art. 13. Die Ablehnung eines Studienverfassers kann beantragt werden, wenn der Betreffende sich in der Lage befindet, die die Unabhängigkeit der Ausübung seiner Aufgabe in diesem besonderen Fall in Frage stellen kann.

Art. 14. Die Ablehnung kann innerhalb fünfzehn Tagen nach der in Artikel 12 erwähnten Benachrichtigung beantragt werden. Sie ist dem Verfasser der Studie und dem Bauherrn mittels eines Schreibens, in dem die Ablehnungsgründe angegeben werden, zuzustellen. Die Zustellung erfolgt per Einschreiben.

Der Verfasser der Studie ist verpflichtet, eine schriftliche Erklärung hinsichtlich seiner Zustimmung der Ablehnung oder seiner Verweigerung der Ablehnung mit seiner Antwort auf die Ablehnungsgründe unterhalb des Ablehnungsschreibens anzubringen. Er hat der zuständigen Behörde, dem zuständigen Minister und dem Bauherrn diese Erklärung innerhalb acht Tagen nach Erhalt des Ablehnungsschreibens per Einschreiben zuzustellen.

Art. 15. Wenn sich der Verfasser der Studie der Ablehnung widersetzt, hat der Urheber des Ablehnungsantrags den Streitfall vor die Exekutive innerhalb acht Tagen nach der in Artikel 14, Absatz 3 erwähnten Erklärung zu bringen.

Innerhalb fünf Tagen nach Erhalt des Ablehnungsantrags hat die Exekutive den Rat um eine Stellungnahme zu bitten. Dieser hat innerhalb fünfzehn Tagen nach dem Ersuchen um Stellung zu beziehen, andernfalls gilt diese als günstig für die Ablehnung.

Die Exekutive hat innerhalb vierzig Tagen nach dem Einlegen des Einspruchs zu befinden, andernfalls ist davon auszugehen, dass sie der Ablehnung nicht stattgibt. Der Beschluss ist zu begründen. Der Urheber des Ablehnungsantrags, der Verfasser der Studie und der Bauherr werden vom Rat angehört.

Art. 16. Wird der Ablehnung eines Verfassers einer Studie nicht stattgegeben, so darf die Genehmigung wegen eines der in Artikel 13 erwähnten Ablehnungsgründe nicht verweigert werden.

KAPITEL V. — Die der Studie über die Ein- und Auswirkungen voraufgehende Volksbefragung bezüglich Projekte von Personen Öffentlichen Rechts

Art. 17. Eine juristische Person öffentlichen Rechts kann von dem in Artikel 12, § 2 des Dekrets erwähnten Volksbefragungsverfahren freigestellt werden, indem sie eine Abweichung bei dem zuständigen Minister beantragt. Der Antrag auf Abweichung ist dem zuständigen Minister in demselben Schreiben, das die aufgrund von Artikel 12 des vorliegenden Erlasses erforderliche Benachrichtigung über die Wahl des Verfassers der Studie enthält, zuzustellen.

Der zuständige Minister hat innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt des Antrags durch einen begründeten Beschluss über den Antrag auf Abweichung zu befinden. Ergeht kein Beschluss innerhalb dieser Frist, so gilt der Beschluss als günstig.

Die Abweichung wird nur dann gewährt, wenn sie von einem öffentlichen Betrieb, der mit einer oder mehreren Personen privaten Rechts konkurriert, beantragt wird.

Art. 18. Der Bauherr hat der Gemeindeverwaltung des Ortes, an dem er sein Projekt auszuführen beabsichtigt, eine Abschrift seines Antrags auf Genehmigung sowie der Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt zukommen zu lassen.

Falls mehrere Gemeindeverwaltungen betroffen werden, übermittelt der Bauherr jeder einzelnen Gemeindeverwaltung die Unterlagen.

Art. 19. Innerhalb acht Tagen nach Erhalt der im vorstehenden Artikel erwähnten Unterlagen und während eines Zeitraums von dreissig Tagen hat das Bürgermeister- und Schöffenkollegium Bekanntmachungen, die mit dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass beigefügten Muster übereinstimmen :

- an den üblichen Anschlagstellen;
- an vier Stellen, die nahe vom Standort des Projekts liegen, am Rande einer befahrbaren öffentlichen Strasse oder einer Durchfahrtsstrasse anzuschlagen.

Die angeschlagenen Bekanntmachungen sind in einem tadellose Leserlichkeitszustand während des ganzen Anschlagzeitraums zu erhalten.

Art. 20. Während dreissig Tage nach dem Beginn des im vorstehenden Artikel erwähnten Anschlages kann die Akte mit dem Antrag auf Genehmigung und der Notiz über die vorherige Bewertung an der Gemeindeverwaltung zur Einsicht liegen. Einmal pro Woche muss die Akte bis zwanzig Uhr zur Einsicht liegen.

Art. 21. Zwischen dem sechsten und dem fünfzehnten Tag nach dem Beginn des in Artikel 20 erwähnten Anschlages veranstaltet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung eingeladen wird. Der Bauherr, ein oder mehrere Vertreter des Rates und ein oder mehrere Vertreter der zuständigen Behörde sind bei der Versammlung zugegen.

Der Versammlung liegen die Aufgaben zugrunde :

- dem Bauherrn zu ermöglichen, das Projekt, das er ausführen möchte, vorzulegen;
 - der Bevölkerung zu ermöglichen, Fragen in Bezug auf das Projekt zu stellen und Vorschläge anzumelden.
- Der Bürgermeister oder sein Stellvertreter hat den Vorsitz bei der Versammlung.

Art. 22. Während der in Artikel 20 erwähnten dreissig Tage kann jeder Betreffende dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium seine schriftliche Bemerkungen vorlegen.

Unter diesen Bemerkungen können nämlich alle Vorschläge in Bezug auf Alternativen zum Anfangsprojekt im Sinne des Artikels 12, § 2, Absatz 2 des Dekrets aufgeführt werden.

Art. 23. Innerhalb fünf Tagen nach Ablauf der in Artikel 22 erwähnten Frist hat das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Bauherrn, der zuständigen Behörde und dem Rat die ihm vorgelegten schriftlichen Bemerkungen zuzustellen. Es hat auch das Protokoll der Versammlung, die es veranstaltet hat, zu übermitteln.

Art. 24. Die im vorliegenden Kapitel angegebenen Fristen gelten nicht für die Monate Juli und August.

KAPITEL VI. — Öffentliche Untersuchung und Besprechung der Studie über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Art. 25. Wenn die Studie über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt fertig ist, übermittelt der Bauherr der zuständigen Behörde ein Exemplar.

Innerhalb fünf Tagen bestätigt die zuständige Behörde den Eingang des Exemplars.

Art. 26. Sobald die zuständige Behörde die Studie erhalten hat, leitet sie dem Rat ein Exemplar weiter. Innerhalb fünf und vierzig Tagen nach Erhalt der Studie gibt dieser der Behörde seine Stellungnahme weiter.

Wenn die Studie über die Ein- und Auswirkungen ein Projekt betrifft, dessen Durchführung laut dem Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch genehmigungspflichtig ist, muss sie ebenfalls bei der Beratungskommission für Raumordnung, die ihr Gutachten innerhalb den gleichen Fristen weiterleitet, eingereicht werden.

Art. 27. § 1. Innerhalb acht Tagen nach Erhalt der Studie über die Ein- und Auswirkungen nimmt die zuständige Behörde den Anschlag von Bekanntmachung, die dem in der Anlage 2 aufgeführten Muster entsprechen, unverzüglich für eine Dauer von dreissig Tagen vor,

- an den üblichen Anschlagstellen;
- an vier Stellen, die nahe vom Standort des Projekts liegen, am Rande einer befahrbaren öffentlichen Strasse, oder fordert die Gemeindebehörden dazu auf.

Die angeschlagenen Bekanntmachungen sind während des ganzen Anschlagzeitraums in einem tadellosen Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand zu erhalten.

Falls das Projekt mehrere Gemeinden betrifft, muss das Anschlagen in jeder einzelnen Gemeinde vorgenommen werden.

§ 2. Innerhalb fünfzehn Tagen nach Erhalt der Studie über die Ein- und Auswirkungen meldet die zuständige Behörde die Hinterlegung der Studie über die Ein- und Auswirkungen in zwei Zeitungen, die in der betroffenen Gegend vertrieben werden, zweimal an.

In der Anmeldung sind die Angaben, die in dem in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass beigefügten Document aufgeführt sind, zu erwähnen.

Art. 28. Während dreissig Tage nach dem Beginn des in Artikel 27 erwähnten Anschlages darf man an dem in der Bekanntmachung, deren Muster in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass steht, bezeichneten Ort Einsicht in die Akte, die die in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Elemente beinhaltet, nehmen. Einen solchen Ort muss in jeder einzelnen der Gemeinden, in denen das Projekt geplant wird, gegeben sein. Einmal pro Woche muss die Akte bis zwanzig Uhr zur Einsicht liegen.

Innerhalb fünf Tagen ist die zuständige Behörde verpflichtet, für jeden einzelnen der zwanzig ersten schriftlichen Anträge, die ihm vorgelegt wurden, eine Abschrift der nicht technischen Zusammenfassung der Studie auszustellen.

Art. 29. Während der in vorstehenden Artikel vorgesehenen Frist von dreissig Tage kann jeder Betreffende der zuständigen Behörde seine Beschwerden und schriftlichen Bemerkungen zukommen lassen.

Alle Beschwerden, einerlei ob sie individuell oder kollektiv sind, müssen den Namen, die Adresse und die Unterschrift des Beschwerdeführers oder der Beschwerdeführer beinhalten.

Art. 30. Soweit die Anzahl der Personen, die Beschwerden oder Bemerkungen individuell oder gemeinsam eingereicht haben, über fünf und zwanzig liegt oder dieser Zahl entspricht, muss die zuständige Behörde innerhalb fünf und siebenzig Tagen nach dem Beginn des in Artikel 27 vorgesehenen Anschlages eine Besprechungsversammlung veranstalten.

Art. 31. Um die Besprechungsversammlung zu veranstalten, schreibt die zuständige Behörde an jeden einzelnen Beschwerdeführer oder an den ersten Unterzeichner der kollektiven Eingaben mit der Bitte, ihre Vertreter innerhalb dreissig Tagen zu bezeichnen. Sie fügt die Liste der Beschwerdeführer bei. Diese wählen eine Maximalanzahl von neun Vertretern aus, deren Liste sie der zuständigen Behörde übersenden müssen.

Art. 32. § 1. Die Besprechungsversammlung setzt sich aus drei Gruppen, d.h. :

1° der zuständigen Behörde oder ihren Vertretern sowie den Vertretern der Verwaltungen, die sie eingeladen hat, wobei der Bürgermeister- und Schöffenkollegium von Rechts wegen eingeladen wird;

2° den Vertretern der Beschwerdeführer und den von ihnen eingeladenen Sachverständigen;

3° Dem Bauherrn und dem Verfasser der Studie sowie ihren Vertretern, zusammen.

Keine Gruppe darf von mehr als neun Personen vertreten werden. Ferner kann der Rat an dieser Versammlung teilnehmen, indem er sich von einem oder zwei seiner Mitglieder vertreten lässt.

§ 2. Die zuständige Behörde bezeichnet den Sitzungsvorsitzenden.

Art. 33. In jeder Gemeinde des Ortes, an dem das Projekt geplant wird, muss eine Besprechungsversammlung veranstaltet werden.

Die im vorliegenden Kapitel angegebenen Fristen gelten nicht für die Monate Juli und August.

Die zuständige Behörde nimmt das Protokoll der Besprechung auf.

KAPITEL VII. — *Der Bericht über die Ein- und Auswirkungen*

Art. 34. Innerhalb dreissig Tagen nach dem Ende entweder der öffentlichen Untersuchung oder der Besprechungsversammlung erstellt die zuständige Behörde einen Bericht über die Ein- und Auswirkungen.

Dieser Bericht beinhaltet die wichtigsten Schlussfolgerungen der Studie über die Ein- und Auswirkungen, die wichtigsten Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und das Protokoll der Besprechung.

Es muss dem Bauherrn, dem Verfasser der Studie, der Gemeindeverwaltung und, wenn es nach Meinung der Behörde notwendig ist, jeder Partei, die bei der Besprechung vertreten war, benachrichtigt werden.

Die Gemeindeverwaltung veröffentlicht unverzüglich eine Bekanntmachung, in der angegeben wird, dass man an der von ihr bestimmter Stelle Einsicht in den Bericht über die Ein- und Auswirkungen nehmen kann. Diese Bekanntmachung ist an den üblichen Anschlagstellen und an drei Stellen, die nahe vom Standort des Projekts liegen, am Rande einer befahrbaren öffentlichen Strasse, anzuschlagen. Die angeschlagenen Bekanntmachungen sind während fünfzehn Tage in einem tadellose Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand zu erhalten.

KAPITEL VIII. — *Einheitliches System der Bewertung der Ein- und Auswirkungen, wenn mehrere Genehmigungen erforderlich sind*

Art. 35. Wenn der Bauherr für ein bestimmtes Projekt mehrere Genehmigungsanträge, die unterschiedenen gesetzlichen Regelungen unterliegen, einreicht, kann er diesen Anträgen eine einzige Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt beilegen.

Die unter Absatz 1 erwähnte einzige Notiz beinhaltet sämtliche Angaben, die jede Notiz bezüglich der eingereichten Genehmigungsanträge beinhaltet muss.

Falls der Bauherr eine einzige Notiz einreicht, hat er es in jedem Genehmigungsantrag anzugeben; jedem Antrag legt er eine Abschrift der anderen Anträge bei.

Art. 36. Jede zuständige Behörde entscheidet, was sie betrifft, ob eine Studie über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt erforderlich ist; gegebenenfalls bestimmt sie, was sie betrifft, den Inhalt und die Modalitäten der Studie über die Ein- und Auswirkungen.

Wenn die in Anwendung des vorstehenden Absatzes gefassten Beschlüsse nicht identisch sind, kumulieren die durch die verschiedenen Behörden gestellten Forderungen.

Art. 37. Der Bauherr, dem mehrere zuständigen Behörden die Durchführung einer Studie über die Ein- und Auswirkungen auferlegen, hat den Minister darüber zu benachrichtigen.

Innerhalb zehn Werktagen nach Erhalt des Schreibens des Bauherrn unterbreitet der Minister es der Exekutive, die unter den unter Absatz 1 erwähnten Behörden diejenige bezeichnet, die ab diesem Zeitpunkt bis zur Benachrichtigung des in Artikel 34 des vorliegenden Erlasses Bericht über die Ein- und Auswirkungen die aufgrund des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses der zuständigen Behörde zustehenden Zuständigkeiten allein wahrzunehmen hat. Diese Bezeichnung ist den betroffenen Behörden und dem Bauherrn zuzustellen.

Diese Bezeichnung der zuständigen Behörde löst jedoch keine Wirkung für die Anwendung der Artikel 21, 23 und 32 des vorliegenden Erlasses aus.

Art. 38. Nach Erhalt der Benachrichtigung über die Bezeichnung der Behörde, welche die der zuständigen Behörde zustehenden Zuständigkeiten allein wahrnehmen wird, muss der Bauherr eine einzige Studie über die Ein- und Auswirkungen durchführen lassen.

Letztere beinhaltet sämtliche Elemente, die für jede Studie über die Ein- und Auswirkungen in Bezug auf die eingereichten Genehmigungsanträge erforderlich sind.

Art. 39. Sofort nach Aufstellung des Berichts über die Ein- und Auswirkungen gibt die aufgrund von Artikel 37 des vorliegenden Erlasses bezeichnete Behörde den anderen zuständigen Behörden eine Ausfertigung der in Artikel 16 des Dekrets erwähnten Akte zuzüglich des Berichtes über die Ein- und Auswirkungen selbst weiter.

KAPITEL IX

Veröffentlichung des Beschlusses über die Genehmigungserteilung oder -verweigerung

Art. 40. Wenn ein Projekt zum Gegenstand einer Studie über die Ein- und Auswirkungen gemacht worden ist, übersendet die zuständige Behörde der Gemeindeverwaltung des Ortes, an dem das Projekt ausgeführt werden muss, eine Abschrift des Beschlusses innerhalb fünf Tagen nach der Benachrichtigung des Beschlusses über die Genehmigungserteilung oder -verweigerung. Falls mehrere Gemeindeverwaltungen betroffen werden, erhält jede Gemeindeverwaltung eine Abschrift des Beschlusses.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Benachrichtigung des Beschlusses über die Genehmigungserteilung bzw. -verweigerung und während eines Zeitraums von dreissig Tagen muss die Gemeindeverwaltung den Anschlag von Bekanntmachungen, die dem in der Anlage 3 zum vorliegenden Erlass aufgeführten Muster entsprechen, an den in Artikel 27, § 1, Abs. 1 und 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Stellen und gemäss den vorgeschriebenen Formen vornehmen.

KAPITEL X. — Aussetzen der in anderen vorschriftmässigen Bestimmungen vorgesehenen Fristen und Veröffentlichungsverfahren

Art. 41. Unbeschadet der Artikel 19 und 20 des Dekrets werden die gesetzlichen und vorschriftmässigen Fristen, die durch andere Gesetze, Dekrete oder Erlasse für die Erteilung von Genehmigungen auferlegt werden, sowie die Bewerksstellung der Bestimmungen betreffend die öffentliche Untersuchung und die besonderen Veröffentlichungsmassnahmen, die in anderen Gesetzen, Dekreten und Erlassen enthalten werden, ab dem Empfang der Notiz über die Bewertung durch die zuständige Behörde bis zur Erschöpfung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Verfahren ausgesetzt.

KAPITEL XI. — Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 42. Die auf Basis des früheren Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Ausführung des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt richtig eingeleiteten Verfahren werden nach den durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Verfahren fortgesetzt.

Die ab dem 24. Januar 1988 aufgrund des Erlasses vom 10. Dezember 1987 gefassten Beschlüsse werden bestätigt.

Art. 43. Die zuständige Behörde, welcher ein oder mehrere Antrag (Anträge) auf Erneuerung für eine gleiche Einrichtung oder eine Gesamtheit von Einrichtungen eingereicht wird (werden), um die Ein- und Auswirkung dieser Einrichtungen auf die Umwelt ganz oder teilweise zu verbessern, kann beschliessen die Genehmigung(en) für die Dauer, die sie bestimmt, zu verlängern, wenn diese zur Bewerksstellung des durch das Dekret vom 11. September 1985 vorgesehenen Bewertungsverfahrens der Ein- und Auswirkungen notwendig ist.

In diesem Fall, betrifft ein einheitliches System der Bewertung der Ein- und Auswirkungen die Gesamtheit der Anträge. Die Verlängerung der Genehmigung darf nicht länger als zwei Jahre dauern.

Art. 44. Der vorliegende Erlass wird mit dem 24. Januar 1988 wirksam.

Art. 45. Die Minister der Wallonischen Region sind, jeder für das, das ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 19. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,
G. LUTGEN

Anlage I

Studie über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Volksbefragung

Bekanntmachung

Die Gemeindeverwaltung gibt der Bevölkerung bekannt, dass (die Person öffentlichen Rechts) einen Antrag hinsichtlich am folgenden Ort : eingereicht und die im Dekret vom vorgesehene Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen abgegeben hat.

Diesem Antrag muss noch eine Studie über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen voraufgehen.

Damit diese Studie die Wünsche der Bevölkerung berücksichtigen kann, werden alle Bürger dazu eingeladen :

1° Einsicht in die Antragsakte, einschliesslich der Notiz über die Bewertung.

an der folgenden Adresse :

um folgende Uhrzeiten :

zu nehmen.

2. den von der Gemeindeverwaltung veranstalteten Informationsversammlungen

an der folgenden Adresse : beizuwohnen.

an den folgenden Tagen um folgende Uhrzeiten :

3° ihre schriftlichen Alternativvorschläge in Bezug auf das Projekt des Antragstellers vor dem bei einzureichen.

Der Bürgermeister,

Der Gemeindesekretär,

Gesehen als Anlage zum Erlass der Exekutive vom 19. Juli 1990, zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonische Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst :

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

G. LUTGEN

Anlage 2

Studie über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Öffentliche Untersuchung

Bekanntmachung

(Die zuständige Behörde) gibt der Bevölkerung bekannt, dass Herr, der einen Antrag hinsichtlich am folgenden Ort eingereicht hat, die im Dekret vom vorgesehene Studie über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt abgegeben hat.

Die Bevölkerung wird dazu eingeladen:

1° Einsicht in die untersuchungspflichtige Akte:

an der folgenden Adresse

um folgende Uhrzeiten:

zu nehmen.

2° ihre schriftliche Bemerkungen und Beschwerden vor dem bei einzureichen.

Falls die Anzahl der Personen, die Bemerkungen oder Beschwerden eingereicht haben, über 25 liegt oder dieser Zahl entspricht, wird eine Besprechungsversammlung veranstaltet.

Gegebenenfalls werden die im vorstehenden Satz angegebenen Personen darüber unterrichtet.

(Die zuständige Behörde)

Gesehen als Anlage zum Erlass der Exekutive vom 19. Juli 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region,

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

G. LUTGEN

Anlage 3

Studie über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Beschluss

Bekanntmachung

(Die zuständige Behörde) gibt der Bevölkerung bekannt, dass Herr, der einen Antrag hinsichtlich am folgenden Ort eingereicht hatte, die Genehmigung am (erteilt) (verweigert) worden ist.

Die Bevölkerung kann den gefassten Beschluss

an der folgenden Adresse

um folgende Uhrzeit:

einsehen.

(Die zuständige Behörde)

Gesehen als Anlage zum Erlass der Exekutive vom 9. Juli 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

G. LUTGEN

VERTALING

N 90 — 2397

19 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest

Gelet op de richtlijn 85/337 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Raad van State, afdeling Administratie, IIIe Kamer op 19 juni 1990 een arrest heeft genomen dat het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1987 houdende uitvoering van het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest in zijn geheel vernietigt;

Overwegende dat het Waalse Gewest, vanaf die datum, over geen reglementering beschikt voor de uitvoering van het voormelde decreet van 11 september 1985;

Overwegende bijgevolg dat het Gewest de in de richtlijn 85/337 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1987 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten niet meer naleeft;

Overwegende tenslotte dat het wettelijke vacuüm veroorzaakt door de tegenwoordige toestand het leefmilieu onomkeerbare schade mag aanrichten;

Overwegende dat het geboden is in dit rechtsvacuüm te voorzien met ingang van de inwerkingtreding van het vernietigde besluit, dwz. met ingang van 24 januari 1988;

Overwegende bovendien dat de huidige toestand de rechtszekerheid die de laatste jaren heeft geheerst, buitengewoon aantoon. Overwegende derhalve dat de Executieve alle nodige maatregelen moet treffen ten einde de overgangperiode waarin het Gewest zich bevindt te beheren. Overwegende dat de Executieve zich ertoe verplicht binnen de komende maanden een nieuw besluit op te maken dat de in het decreet van 11 september 1985 opgelegde maatregelen organiseert, dat dit besluit onverwijld aan het advies van de Raad van State zal worden voorgelegd, dat dit besluit tot doel heeft de overgangperiode te beheren ten einde geen milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te benadelen;

Overwegende ook dat het in die geest geboden is bepaalde vergunningen die binnenkort moeten worden hernieuwd, te verlengen ten einde de uitvoering van de daarmee verbonden milieu-effectonderzoeken in alle zekerheid mogelijk te maken;

Overwegende dat het geboden is de neerlegging van een enig systeem van milieu-effectbeoordeling toe te laten wanneer afzonderlijke aanvragen met betrekking tot eenzelfde industrieel project worden ingediend;

Overwegende dat het geboden is de termijn van de vroegere vergunningen te laten samenvallen met de indiening van de nieuwe vergunningen met betrekking tot nieuwe investeringen welke het globale milieu-effect van het industrieel project verbeteren ten einde het opmaken van een enig systeem van milieu-effectbeoordeling toe te laten;

Overwegende dus dat de voormelde gegevens de dringende noodzakelijkheid verantwoorden en motiveren;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest en na daarover te hebben beraadslaagd,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° het decreet : het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;
- 2° Opdrachtgever : de persoon die de aanvraag of de aanvragen om vergunning met betrekking tot het project dat hij wenst uit te voeren, indient;
- 3° Auteur van het onderzoek : de persoon die een milieu-effectonderzoek uitvoert;
- 4° Bevoegde overheid : elke beslissende of niet-beslissend orgaan, met of zonder rechtspersoonlijkheid, belast met een opdracht van openbaar dienst en bevoegd om een vergunning toe te kennen, in dit geval het College van Burgemeester en Schepenen, de bestendige deputatie, de bevoegde Minister of de Gewestexecutieve;
- 5° De Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort;
- 6° De bevoegde Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de betrokken materie behoort;
- 7° De Executieve : de Gewestexecutieve die collegiaal beslist;
- 8° De Raad : de Waalse Raad voor Leefmilieu;

HOOFDSTUK II

Handelingen waarvoor het milieu-effectbeoordelingssysteem wordt vereist

Art. 2. § 1. Elke vergunning vereist voor het verwezenlijken van een project vermeld in bijlage I van het decreet wordt afhankelijk gemaakt van de toepassing van het milieu-effectbeoordelingssysteem zoals het in het decreet is bepaald.

2. De volgende bestuurshandelingen worden bovendien afhankelijk gemaakt van de toepassing van het milieu-effectbeoordelingssysteem voorzien in het decreet :

1° De projecten inzake bestemming van onbebouwde gronden of halfnatuurlijke ruimten voor intensieve landbouwkundige exploitatie;

2° De in de artikelen 41 en 45 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw vermelde bouwvergunningen voor de bouw van vliegvelden met banen van meer dan 1200 meter lengte, stuwdammen en andere installaties voor het stuwen of het duurzaam opslaan van water;

3° De in de artikelen 94, 94bis, 110 en 110bis van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde bouw- of verkavelingsvergunningen voor de oprichting van vakantie dorpen en weekendverblijfplaatsen;

4° De vergunningen met betrekking tot omlopen of terreinen welke permanent voor de organisatie van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen bedoeld in het koninklijk besluit van 10 juni 1976 worden gebruikt, alsmede de dancings gelegen op minder dan 300 meter van een woongebied.

HOOFDSTUK III. — *Beoordelingsnormen en uiteenzetting over het voorafgaande milieu-effectbeoordeling*

Afdeling I. — Beoordelingsnormen

Art. 3. § 1. Op advies van de Raad stelt de Executieve het beoordelingsnormensysteem vast waarmee de gevallen kunnen worden bepaald waarin een project belangrijke milieu-effecten zou kunnen veroorzaken. De Executieve kan enkel bij een met redenen omklede beslissing van het advies van de Raad afwijken.

§ 2. De bepalingen van § 2 van artikel 2 gelden als beoordelingsnormensysteem zolang het beoordelingsnormensysteem voorzien in de vorige paragraaf niet van toepassing is.

Afdeling II. De uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectbeoordeling

Art. 4. § 1. De uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectbeoordeling moet minimum de volgende aanwijzingen verstrekken :

1° een nota over de localisatie van de vestigingsplaats en de omgeving ervan, vóór het project met inbegrip van :

a) een situatieplan van de vestigingsplaats in haar gebied, met inbegrip van, met name, de juridische en reglementaire toestand van de vestigingsplaats en van de omgeving ervan, bepaald in de plannen van aanleg en in de besluiten ter bescherming van de betrokken gebieden;

b) een situatieplan dat het mogelijk maakt de ruimtelijke situering, de aard en de bestemming van de onmiddellijke omgeving van de plaats te begrijpen;

2° een beschrijving van het project waardoor de bevoegde overheid dit project kan situeren in verhouding tot de in artikel 3 bedoelde normen;

3° een analyse over de te verwachten milieueffecten van het project en over de voornaamste maatregelen die zijn gepland om de eventuele nadelige milieueffecten van het project te vermijden of te beperken.

Wat het in § 1, 3°, bedoelde stuk betreft, moet de vergunningsaanvrager de in artikel 2 van het decreet vermelde doelstellingen in acht nemen.

§ 2. Op advies van de Raad kan de Executieve de inhoud van de uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectbeoordeling verduidelijken.

Afdeling III. — Inhoud van het milieu-effectonderzoek

Art. 5. Op advies van de Raad van State kan de Executieve normen aannemen die de inhoud van de milieu-effectonderzoeken en de uitvoeringsmodaliteiten ervan bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning en wraking van auteurs van milieu-effectonderzoeken*

Afdeling I. — Erkennening en erkenningsintrekking

Art. 6. § 1. Iedere natuurlijke of rechtspersoon kan een erkenningsaanvraag indienen ten einde met de uitvoering van milieu-effectonderzoeken te worden belast. Die aanvraag wordt ingediend bij de Minister.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende elementen :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° een afschrift van de statuten en de lijst van de bestuurders indien het een maatschappij of een vereniging betreft;

3° de titels, bekwaamheid en referenties van de aanvrager en van zijn eventuele medewerkers;

4° de technische vaardigheden die de aanvrager bezit aan de hand waarvan de Minister kan bepalen in welke domeinen de aanvrager in staat is milieu-effectonderzoeken uit te voeren.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van een document waarin de milieueffecten van een project, een operatie of een activiteit die het leefmilieu kunnen veranderen, alsmede alle andere elementen waarmee het mogelijk is vast te stellen dat de aanvrager geschikt is om een milieu-effectonderzoek uit te voeren, worden geanalyseerd.

§ 4. Op de voordracht van de Raad kan de Executieve de vereiste aanvullende gegevens bepalen.

Art. 7. Binnen vijf dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag richt de Minister bij een ter post aangetekende brief een ontvangstbewijs aan de aanvrager. Binnen dezelfde termijn zendt hij een afschrift van de aanvraag en van het in artikel 6, § 3, bedoelde document aan de Raad.

Art. 8. De Raad moet binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier zijn advies over de aanvraag aan de Minister mededelen. Indien hij binnen die termijn geen advies geeft, wordt dit advies geacht gunstig te zijn. Die termijn bedraagt zestig dagen wanneer de Raad de erkenningsaanvraag gedurende de maanden juli en augustus ontvangt.

Art. 9. De Executieve beslist met een met redenen omkleed besluit over de erkenningsaanvraag, binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Raad of na het verstrijken van de in het vorige artikel vastgestelde termijn, indien de Raad haar geen advies tijdig doet toekomen. Die termijn bedraagt zestig dagen wanneer het advies van de Raad gedurende de maanden juli en augustus wordt ontvangen of wanneer de in het vorige artikel vastgestelde termijn in juli of augustus verstrijkt.

Het erkenningsbesluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 10. Het erkenningsbesluit bepaalt de voorwaarden waaronder die erkenning wordt verleend, de gebieden waarop zij van toepassing is, alsmede de duur van die erkenning die niet langer dan vijf jaar mag zijn.

In geval van wijziging van één van de in artikel 6, § 2, bedoelde elementen, brengt een erkende maatschappij of vereniging daar de Minister onmiddellijk van op de hoogte.

Bij een aanvraag om hernieuwing van de erkenning wordt de aanvrager ervan vrijgesteld het in artikel 6, § 3, bedoelde document bij te voegen.

Art. 11. § 1. Wanneer de Minister, in een behoorlijk met redenen omkleed besluit, de duidelijk middelmatige kwaliteit van een milieu-effectonderzoek vaststelt, betekent hij dit besluit aan de betrokkene.

Op voorstel van de Minister wordt de erkenning, bij een behoorlijk met redenen omkleed besluit, door de Executieve tijdelijk of definitief ingetrokken wanneer een onderzoek nog van duidelijk middelmatige kwaliteit blijkt te zijn.

De Minister wint het advies van de Raad in alvorens een besluit te nemen waarin de duidelijk middelmatige kwaliteit van een milieu-effectonderzoek wordt vastgesteld. De Raad spreekt zich uit binnen de termijn en onder de voorwaarden bepaald in artikel 8.

De auteur van het milieu-effectonderzoek wordt gehoord door de Minister en de Raad voor elke beslissing tot intrekking van de erkenning.

§ 2. De Minister kan bij een behoorlijk met redenen omkleed besluit, de erkenning tijdelijk of definitief intrekken, wanneer de betrokkene de verplichtingen die hem krachtens het decreet, dit besluit of de erkenningsakte worden opgelegd, niet nakomt.

Afdeling II. — Wraking van een erkende persoon

Art. 12. Wanneer de opdrachtgever een erkende persoon kiest met het oog op de uitvoering van het milieu-effectonderzoek, moet hij zijn keuze onverwijld ter kennis van de bevoegde overheid, de Minister en de bevoegde Minister brengen. Die kennisgeving gebeurt bij een ter post aangetekende brief.

Elke van de in het eerste lid bedoelde overheden kan onder de in die afdeling bepaalde voorwaarden, de wraking van de auteur van het milieu-effectonderzoek voorstellen.

Art. 13. De wraking van een auteur van milieu-effectonderzoek kan worden gevraagd indien de betrokkene zich in omstandigheden bevindt, die van die aard zijn dat ze de onafhankelijkheid van de uitvoering van zijn opdracht in het betrokken geval in twijfel stellen.

Art. 14. De wraking kan binnen vijftien dagen na de in artikel 12 bedoelde kennisgeving worden gevraagd.

Zij wordt aan de auteur van het milieu-effectonderzoek en aan de opdrachtgever betekend bij een akte waarin de wrakingsredenen worden vermeld. De betekening gebeurt bij een ter post aangetekende brief.

De auteur van het milieu-effectonderzoek wordt ertoe gehouden, onderaan de wrakingsakte, een schriftelijke verklaring af te leggen waarbij hij met de wraking instemt of deze weigert met, in dit geval, vermelding van zijn antwoorden op de wrakingsredenen. Hij geeft binnen acht dagen na ontvangst van de wrakingsakte kennis van die verklaring bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde overheid, de bevoegde Minister en de opdrachtgever.

Art. 15. Wanneer de auteur van het milieu-effectonderzoek de wraking weigert, moet de wrakende partij binnen een termijn van acht dagen met ingang van de in artikel 14, derde lid, bedoelde verklaring, de betwiste zaak bij de Executieve aanhangig maken.

Binnen vijf dagen na ontvangst van de vordering van de wrakende partij wint de Executieve het advies van de Raad in. De Raad doet uitspraak binnen een termijn van vijftien dagen met ingang van de dag waarop de adviesaanvraag werd ingediend; zoniet wordt dit advies geacht tegen de wraking te zijn.

De Executieve beslist binnen veertig dagen na instelling van het beroep, zoniet moet worden aangenomen dat zij tegen de wraking is. De beslissing wordt met redenen omkleed. De wrakende partij, de auteur van het milieu-effectonderzoek en de opdrachtgever worden gehoord door de Raad.

Art. 16. Indien de wraking van een auteur van een onderzoek niet wordt toegestaan, mag de vergunning niet worden geweigerd om een reden vermeld bij de wrakingsgronden, bepaald in artikel 13.

HOOFDSTUK V. — Raadpleging van het publiek voor de uitvoering van het milieu-effectonderzoek, voor de door publiekrechtelijke personen beoogde projecten

Art. 17. Een publiekrechtelijke rechtspersoon kan van de in artikel 12, § 2, van het decreet bedoelde raadplegingsprocedure van het publiek worden vrijgesteld, indien die persoon bij de bevoegde Minister een afwijking verzoekt. De aanvraag om afwijking wordt betekend aan de bevoegde Minister bij dezelfde brief als die die, met toepassing van artikel 12 van dit decreet, de kennisgeving van de keuze van de auteur van het milieu-effectonderzoek omvat.

De bevoegde Minister beslist, binnen dertig dagen na ontvangst ervan, over de aanvraag om afwijking bij een met redenen omklede beslissing. Indien die termijn wordt overschreden, wordt de beslissing geacht ongunstig te zijn.

De afwijking kan slechts worden verleend indien zij door een openbare onderneming wordt gevraagd welke haar activiteit in mededinging met één of meer privaatrechtelijke personen uitoefent.

Art. 18. De opdrachtgever richt aan het gemeentebestuur van de plaats waar hij zijn project beoogt uit te voeren, een afschrift van zijn aanvraag om vergunning, alsmede de uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectbeoordeling.

Wanneer meerdere gemeentebesturen zouden betrokken zijn, stuurt de opdrachtgever die documenten aan ieder gemeentebestuur.

Art. 19. Binnen acht dagen na ontvangst van de in het vorige artikel bedoelde documenten moet het Collège van Burgemeester en Schepenen gedurende een periode van dertig dagen, berichten die met het model van bijlage 1 van dit besluit overeenstemmen, aanplakken:

- op de gewone aanplakingsplaatsen;
- op vier plaatsen, langs een openbare rijweg of een doorgangsweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het project.

Er wordt zorg voor gedragen dat die bekendmaking tijdens de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijft.

Art. 20. Het dossier met de aanvraag om vergunning, alsmede de uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectbeoordeling kunnen, gedurende dertig dagen te rekenen van het begin van de in het vorige artikel bedoelde aanplakking, op het gemeentehuis worden geraadpleegd. Het dossier moet één dag per week tot twintig uur kunnen worden geraadpleegd.

Art. 21. Tussen de zesde en de vijftiende dag met ingang van het begin van de in artikel 20 bedoelde aanplakking, wordt een informatievergadering, die voor het publiek toegankelijk is bijeengeroepen, door het College van Burgemeester en Schepenen. De opdrachtgever, één of meerdere vertegenwoordigers van de Raad en van de bevoegde overheid wonen die vergadering bij.

De vergadering heeft tot doel :

- het de opdrachtgever mogelijk te maken het project dat hij wenst uit te voeren, voor te stellen;
 - het publiek in staat te stellen vragen te stellen en voorstellen te formuleren over het project.
- De Burgemeester of zijn plaatsvervanger zit de vergadering voor.

Art. 22. Gedurende de in artikel 20 bedoelde dertig dagen kan iedere betrokkene zijn schriftelijke opmerkingen aan het College van Burgemeester en Schepenen richten.

Onder die opmerkingen kunnen met name alle voorstellen inzake alternatieven voor het oorspronkelijke project, in de zin van artikel 12, § 2, tweede lid van het decreet worden vermeld.

Art. 23. Binnen vijf dagen na het verstrijken van de in artikel 22 bedoelde termijn, brengt het College van Burgemeester en Schepenen de ontvangen schriftelijke opmerkingen ter kennis van de opdrachtgever, de bevoegde overheid en van de Raad. Het stuurt eveneens de notulen op van de informatievergadering die het gehouden heeft.

Art. 24. De in dit hoofdstuk vermelde termijnen worden opgeschort tijdens de manden juli en augustus.

HOOFDSTUK VI. — *Het openbaar onderzoek en de raadpleging met betrekking tot het milieu-effectonderzoek*

Art. 25. Wanneer het milieu-effectonderzoek is beëindigd, richt de opdrachtgever er een exemplaar van aan de bevoegde overheid. De bevoegde overheid bevestigt er ontvangst van binnen vijftienveertig dagen.

Art. 26. Dadelijk na ontvangst van het milieu-effectonderzoek stuurt de bevoegde overheid er een exemplaar van aan de Raad. De Raad deelt binnen vijftienveertig dagen na ontvangst van het rapport zijn advies aan de overheid mede.

Wanneer het effectonderzoek betrekking heeft op een project waarvan de uitvoering, krachtens het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, aan het krijgen van een vergunning is onderworpen, moet het milieu-effectonderzoek ook bij de Adviescommissie voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw worden ingediend, die binnen dezelfde termijnen haar advies aan de bevoegde overheid mededeelt.

Art. 27. § 1. Binnen acht dagen na ontvangst van het milieu-effectonderzoek, plakt de bevoegde overheid gedurende een termijn van dertig dagen berichten aan die met het in bijlage 2 aan gegeven model overeenstemmen, of vordert ze de gemeentelijke overheid op dat onverwijld te doen :

- op de gewone aanplakingsplaatsen;
- op vier plaatsen langs een openbare rijweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het project.

Er wordt zorg voor gedragen dat die bekendmaking tijdens de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijft.

Wanneer het project meerdere gemeenten betreft, moet het milieu-effectonderzoek in ieder van die gemeenten worden aangeplakt.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het milieu-effectonderzoek geeft de bevoegde overheid tweemaal, in twee dagbladen uit de streek, bericht van de indiening van het milieu-effectonderzoek.

Die bekendmaking omvat de aanwijzingen die in bijlage 2 van dit besluit worden vermeld.

Art. 28. Het dossier dat de in artikel 16 van het decreet bedoelde gegevens omvat, kan gedurende dertig dagen met ingang van het begin van de in artikel 27 bedoelde aanplakking worden geraadpleegd op de plaats vastgesteld in het bericht waarvan het model in bijlage 2 van dit besluit wordt opgenomen. Die plaats moet gelegen zijn in ieder van de gemeenten van de plaats waar het project is gepland. Het dossier moet éénmaal per week tot twintig uur kunnen worden geraadpleegd.

De bevoegde overheid is verplicht een afschrift van de niet-technische samenvatting van het onderzoek aan de eerste twintig schriftelijk ingediende aanvragen over te maken.

Art. 29. Tijdens de in het vorige artikel vastgestelde termijn van dertig dagen kan iedere betrokkene zijn schriftelijke bezwaren en opmerkingen bij de bevoegde overheid indienen.

Ieder individueel of collectief bezwaar moet de naam en het adres van de eiser(s) omvatten en door hem (hen) worden ondertekend.

Art. 30. Voor zover het aantal personen die, individueel of collectief, bezwaren of opmerkingen hebben ingediend, gelijk aan of groter is dan vijftientig, roept de bevoegde overheid binnen vijftenzeventig dagen te rekenen vanaf het begin van de in artikel 27 bedoelde aanplakking, een overlegvergadering bijeen.

Art. 31. Met het oog op de organisatie van de overlegvergadering verzoekt de bevoegde overheid schriftelijk ieder van de individuele eisers of de eerste ondertekenaar van de collectieve verzoekschriften hun vertegenwoordigers binnen dertig dagen aan te wijzen. De bevoegde overheid voegt er de lijst van de eisers bij. Deze moeten kiezen maximum negen vertegenwoordigers waarvan de lijst aan de bevoegde overheid wordt overgemaakt.

Art. 32. § 1. De overlegvergadering bestaat uit drie groepen :

- 1° de bevoegde overheid of haar vertegenwoordigers, alsmede de door haar uitgenodigde vertegenwoordigers van de besturen, het College van Burgemeester en Schepenen, is van rechtswege uitgenodigd;
- 2° de vertegenwoordigers van de eisers, alsmede de door hen uitgenodigde experts;
- 3° de opdrachtgever en de auteur van het onderzoek, alsmede hun vertegenwoordigers.

Geen enkele groep kan door meer dan negen leden worden vertegenwoordigd. De Raad kan bovendien de vergadering bijwonen en wordt vertegenwoordigd door één of twee van zijn leden.

§ 2. De bevoegde overheid wijst de voorzitter van de zitting aan.

Art. 33. Elke overlegvergadering wordt gehouden in ieder van de gemeenten van de plaats waar het project wordt gepland.

De in dit hoofdstuk vermelde termijnen worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

De bevoegde overheid maakt de notulen van de overlegvergadering op.

HOOFDSTUK VII. — *Het milieu-effectrapport*

Art. 34. Binnen dertig dagen te rekenen vanaf hetzij het einde van het openbaar onderzoek, hetzij van de overlegvergadering, maakt de bevoegde overheid een milieu-effectrapport op.

Dit rapport omvat de voornaamste conclusies van het milieu-effectonderzoek, de voornaamste resultaten van het openbaar onderzoek en de notulen van de overlegvergadering.

Het rapport wordt overgemaakt aan de opdrachtgever, de auteur van het milieu-effectonderzoek, het gemeentebestuur en, indien de overheid het nodig acht, aan ieder van de bij het overleg vertegenwoordigde partijen.

Het gemeentebestuur publiceert onverwijld een bericht dat vermeldt dat het milieu-effectrapport kan worden geraadpleegd op een plaats die het bestuur bepaalt. Dit bericht wordt aangeplakt op de gewone aanplakingsplaatsen en op drie plaatsen langs een openbare rijweg vlak bij de plaats waar het project wordt gepland. Die bekendmaking moet gedurende vijftien dagen duidelijk zichtbaar en leesbaar blijven.

HOOFDSTUK VIII. — *Enig milieu-effectbeoordelingssysteem wanneer verschillende vergunningen worden vereist*

Art. 35. Wanneer voor een bepaald project de opdrachtgever verschillende vergunningsaanvragen indient die onder afzonderlijke wettelijke stelsels vallen, kan hij bij die aanvragen eenzelfde uiteenzetting over de voorafgaande milieu-effectbeoordeling voegen.

De in het eerste lid bedoelde enige uiteenzetting omvat alle gegevens die elke uiteenzetting met betrekking tot de ingediende vergunningsaanvragen moet omvatten.

Indien hij een enige uiteenzetting indient, vermeldt de opdrachtgever dat in iedere vergunningsaanvraag; hij voegt bij elke aanvraag een afschrift van de andere aanvragen.

Art. 36. Elke bevoegde overheid beslist voor zichzelf of een milieu-effectonderzoek nodig is; in voorkomend geval bepaalt zij voor haarzelf de inhoud en de modaliteiten van het milieu-effectonderzoek.

Indien de met toepassing van het voorafgaande lid genomen beslissingen niet identiek zijn, worden de door de verschillende overheden opgelegde eisen samengevoegd.

Art. 37. De opdrachtgever waaraan verschillende bevoegde overheden de uitvoering van een milieu-effectonderzoek voorschrijven, brengt de Minister er op de hoogte van.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de nota van de opdrachtgever legt de Minister die nota voor aan de Executieve die onder de in het eerste lid bedoelde overheden, diegene aanwijst die vanaf dat ogenblik en tot de bekendmaking van het in artikel 34 van dit besluit bedoelde milieu-effectrapport, als enige de aan de bevoegde overheden door het decreet of dit besluit verleende bevoegdheden zal uitoefenen. Die aanwijzing wordt betekend aan de bevoegde overheden en aan de opdrachtgever.

Die aanwijzing van de bevoegde overheid heeft echter geen uitwerking op de toepassing van de artikelen 21, 23 en 32 van dit besluit.

Art. 38. Na ontvangst van de bekendmaking van de aanwijzing van de overheid die alleen de aan de bevoegde overheid verleende bevoegdheden zal uitoefenen, moet de opdrachtgever slechts één effectonderzoek laten uitvoeren.

Dit effectonderzoek omvat alle gegevens vereist voor elk effect in verband met de ingediende vergunningsaanvragen.

Art. 39. Zodra het milieu-effectrapport is opgemaakt, stuurt de krachtens artikel 37 van dit besluit aangewezen overheid, naast het rapport het milieu-effectrapport zelf, een exemplaar van het in artikel 16 van het decreet bedoelde dossier aan de andere bevoegde overheden.

HOOFDSTUK IX. — *Bekendmaking van de beslissing houdende toekenning of weigering van de vergunning*

Art. 40. Wanneer een project het voorwerp is geweest van een milieu-effectonderzoek, stuurt de bevoegde overheid, binnen vijf dagen na de bekendmaking van de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning, een afschrift van de beslissing van het gemeentebestuur van de plaats waar het project wordt gepland. Indien meerdere gemeentebesturen bij die beslissing betrokken zouden zijn, moet ieder van die gemeentebesturen een afschrift van de beslissing ontvangen.

Binnen vijftien dagen na bekendmaking van de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning en gedurende een periode van dertig dagen dient het gemeentebestuur berichten die met het model van bijlage 3 van dit besluit overeenstemmen, aan te plakken op de plaatsen en in de vormen bepaald in artikel 27, § 1, eerste en tweede lid, van dit besluit.

HOOFDSTUK X. — *Opschorting van de bekendmakingstermijnen en procedures voorzien door andere reglementaire bepalingen*

Art. 41. Onverminderd de artikelen 19 en 20 van het decreet worden de wettelijke en reglementaire termijnen die, voor de toekenning van vergunningen, alsmede de uitvoering van bepalingen met betrekking tot het openbaar onderzoek en de bijzondere maatregelen inzake bekendmaking bepaald in andere wetten, decreten of besluiten worden opgelegd, opgeschort door de ontvangst van de uiteenzetting over de milieu-effectbeoordeling en dit tot uitputting van de in dit besluit bepaalde procedures.

HOOFDSTUK XI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 42. De procedures die op basis van het vroegere besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1987 houdende uitvoering van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest geldig werden ingediend, worden voortgezet volgens de in dit besluit voorziene procedures.

De krachtens het besluit van 10 december 1987 sedert 24 januari 1988 genomen beslissingen worden bevestigd.

Art. 43. De bevoegde overheid waarbij, voor éézelfde onderneming of groep ondernemingen, één of meerdere aanvragen om vergunningshernieuwing en andere aanvragen worden ingediend, welke er geheel of gedeeltelijk toestrekken de milieu-effecten van die ondernemingen te verbeteren, kan beslissen de vergunning(en) voor de duur die zij bepaalt te verlengen, indien die verlenging voor de uitvoering van de in het decreet van 11 september 1985 bepaalde milieu-effectbeoordeling nodig is.

In dit geval betreft een enig milieu-effectbeoordelingssysteem alle aanvragen. De vergunningsverlenging mag de twee jaar niet overschrijden.

Art. 44. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 24 januari 1988.

Art. 45. De Ministers van het Waalse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage 1

**MILIEU-EFFECTBEOORDELINGSONDERZOEK
RAADPLEGING VAN HET PUBLIEK**

Bericht aan de bevolking

Het gemeentebestuur van (stad/gemeente) brengt hierbij ter kennis van de bevolking dat (de publiekrechtelijke persoon) een aanvraag om op de volgende plaats: alsmede de door het decreet van bepaalde uiteenzetting over de voorafgaande milieueffectbeoordeling heeft ingediend.

Die aanvraag moet nog het voorwerp zijn van een milieu-effectonderzoek.

Ten einde dit onderzoek met de wensen van de bevolking rekening houdt, worden alle burgers verzocht:

1° van het dossier van de aanvraag, met inbegrip van de uiteenzetting over de effectbeoordeling, op het volgende adres:

tijdens de volgende uren: kennis te nemen;

2° de door het gemeentebestuur georganiseerde informatievergaderingen bij te wonen;

3° hun alternatieve voorstellen voor het project van de aanvrager schriftelijk voor (datum) bij (gemeentebestuur) in te dienen.

De Burgemeester.

De Gemeentesecretaris.

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,
K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage 2

**MILIEU-EFFECTBEOORDELINGSONDERZOEK
OPENBAAR ONDERZOEK****Bericht aan de bevolking**

(De bevoegde overheid) brengt hierbij ter kennis van de bevolking dat de heer die een aanvraag om op de volgende plaats heeft ingediend opgelegde milieu-effectonderzoek heeft overgelegd.

De bevolking wordt verzocht :

1° van het aan openbaar onderzoek voorgelgde dossier op het volgende adres :

..... en tijdens de volgende uren kennis te nemen;

2° haar bezwaren en opmerkingen schriftelijk voor (datum) bij (gemeentebestuur) in te dienen.

Indien het aantal personen die opmerkingen en bezwaren indienen gelijk aan of groter dan 25 is, moet een overlegvergadering worden bijeengeroepen.

De in het vorige lid vermelde personen moeten in voorkomend geval daarvan op de hoogte worden gebracht.

(De bevoegde overheid)

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,
K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

Bijlage 3

**MILIEU-EFFECTBEOORDELINGSONDERZOEK
GEDANE UITSPRAAK****Bericht aan de bevolking**

(De bevoegde overheid) brengt hierbij ter kennis van de bevolking dat de vergunningsaanvraag om die door de heer op de volgende plaats heeft ingediend, op werd (verleend/geweigerd).

De bevolking kan de gedane uitspraak op het volgende adres : en tijdens de volgende uren raadplegen.

(De bevoegde overheid)

Gezien om bij het besluit van de Executieve van 19 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende regeling van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,
K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN